

YÉMEN

Référence : note n° [REDACTED] du 1^{er} octobre 2018¹.

Pièce jointe : une [carte](#).

Malgré le déploiement de nouvelles troupes au profit de l'opération *Victoire dorée* en septembre, la Coalition n'a toujours pas atteint ses objectifs. En effet, si les forces loyalistes ont revendiqué le contrôle des kilomètres 7, 10 et 16 sur l'axe al-Hudaydah – Sanaa, aucune activité militaire n'a été observée depuis le 28 septembre. La maîtrise de cet axe logistique majeur pour les rebelles constituerait pourtant une étape stratégique pour la Coalition.

Pour l'heure, outre la valorisation du terrain en périphérie d'al-Hudaydah, les Houthis exploitent toute la profondeur de la zone d'opérations et mènent des actions de harcèlement sur les zones arrière de la Coalition, jusqu'à 115 km au sud d'al Hudaydah.

Au Nord, la rébellion parvient toujours à opposer une résistance acharnée dans les gouvernorats d'Hajjah et Sa'dah.

Au Sud, les tensions croissantes au sein du camp loyaliste continuent d'affaiblir l'unité de la coalition arabe et la crédibilité du gouvernement Hadi. Le 3 octobre, le Conseil de transition du Sud (CTS) a publié un communiqué appelant à la désobéissance civile. Depuis, les forces de sécurité sudistes s'opposeraient à celles restées loyales au gouvernement Hadi dans la ville.

À ce jour, si du matériel français est déployé au Yémen par la coalition arabe, aucun n'est engagé sur les fronts actifs.



(NP) Manifestations populaires contre la Coalition à Ta'izz – 4 octobre 2018

¹ Les modifications majeures apportées à cette note sont signalées par un trait vertical en marge gauche.

1. Poursuite de l'opération *Victoire dorée*

Absence d'activité militaire dans et autour d'al-Hudaydah. Le 18 septembre, le porte-parole de la Coalition a annoncé le lancement d'une nouvelle phase de l'opération *Victoire dorée* et revendiqué le contrôle des « kilomètres 7, 10 et 16 » à l'est de la ville, en direction de Sanaa. Cette manœuvre visait à bloquer les axes logistiques houthis, puis à encercler al-Hudaydah. Cependant, depuis le 30 septembre, les forces loyalistes se sont retirées de ces localités. Le 6 octobre, en l'absence de forces loyalistes et d'activité militaire sur l'axe Sanaa – al-Hudaydah, le contrôle de ces carrefours semble de fait acquis par les Houthis. De plus, la rébellion poursuit ses actions de harcèlement sur les zones arrière de la Coalition, au niveau de Zabid, Hais et Tuhayta. L'élongation de la ligne de front entre al-Hudaydah et al-Khawkhah, à 115 km plus au sud, continue d'exposer les forces de la Coalition aux contre-attaques houthies.



(CDSF) Intersections « Kilo 7, 10 et 16 » à l'est d'al-Hudaydah

Pérennisation de la présence de la Coalition. Le 19 septembre, des indices de construction d'une piste aéronautique ont été détectés sur le camp militaire d'al-Khawkhah, à 115 km au sud d'al-Hudaydah. La piste, encore sommaire, pourrait rapidement accueillir hélicoptères et avions de transport tactique afin de faciliter les flux logistiques depuis les Émirats arabes unis (EAU). De même, l'augmentation significative des moyens sur l'emprise de Ghulayfiqah pourrait présager d'un accroissement prochain des moyens déployés par la Coalition¹. Dans le cadre de l'offensive sur al-Hudaydah, les forces loyalistes, composées de la brigade yéménite *al-Amaliqa* renforcée de troupes soudanaises², atteignent 15 à 20 000 hommes selon la Coalition. Elles affrontent, selon les estimations, de 7 à 10 000 Houthis dans la ville d'al-Hudaydah. À ce jour, aucun matériel français n'a été observé sur les lignes de front.

Al-Hudaydah, ville stratégique pour la rébellion. La perte d'al-Hudaydah constituerait un revers majeur pour la rébellion, la ville constituant sa principale source d'approvisionnement³ et de financement⁴. Elle isolerait les rebelles dans leur fief montagneux du Nord-Ouest, et les empêcherait d'acheminer hommes et matériels sur les fronts nord (Hajjah et Sa'dah) et sud (Ta'izz, Ibb et Bayda).

2. Résilience houthie

Au Nord, avancées limitées des forces loyalistes. En juillet, la Coalition a annoncé le lancement d'offensives simultanées visant à reprendre Haradh, Hayran (gouvernorat d'Hajja) et Baqim (gouvernorat de Sa'dah). Depuis le mois d'août, ces districts ont été les plus frappés par les raids aériens et les tirs d'artillerie de la Coalition. Toutefois, aucune activité militaire n'y est observée, à l'exception de Baqim, à 15 kilomètres de la frontière saoudienne, où des véhicules militaires des forces loyalistes ont été déployés en août à l'est de la ville. En parallèle, les Houthis continuent leurs incursions quotidiennes sur le territoire saoudien⁵ et leurs tirs de roquettes en direction des provinces saoudiennes frontalières (Jizan et Najran).

Revendications houthies. Le 30 septembre, la Coalition a annoncé avoir déjoué une attaque à Jizan, port saoudien dans lequel un bâtiment endommagé a été observé à quai. De source britannique, et suite à une expertise réalisée à Jizan, le bâtiment de guerre des mines HMS al-Kharj aurait subi des dommages considérables. Selon ces experts, ils auraient été causés par un WBIED. Le renforcement du dispositif de protection du port de Jizan observé le 3 octobre souligne une réussite pour la rébellion : élever le ressenti de la menace houthie par les pays de la Coalition. Le même jour, les Houthis ont également annoncé une attaque par drones contre l'aéroport de Dubaï. Alors que cette opération, démentie par les autorités émiriennes, paraît peu plausible, Abou Dabi a pourtant fait part de ses craintes vis-à-vis de la menace drone houthie.

¹ Trois rampes d'un système PATRIOT ont été observées le 6 octobre.

² Le 6 octobre, la Coalition a de nouveau annoncé l'arrivée de renforts soudanais sur la côte ouest.

³ 70 % de l'aide humanitaire destinée au nord-ouest du pays, peuplé par 19 millions de Yéménites, arrive au Yémen via le port d'al-Hudaydah.

⁴ En perdant cette ville, les Houthis perdraient les revenus provenant des taxes portuaires et douanières qu'ils imposent aux produits importés.

⁵ Depuis l'échec des pourparlers de Genève, les Houthis revendiquent une vingtaine d'incursions hebdomadaires en territoire saoudien, contre une dizaine avant juin 2018.

3. Situation sécuritaire dégradée dans le reste du pays

Revendications du CTS. Le 3 octobre, le CTS a publié un communiqué appelant à une mobilisation populaire et à une désobéissance civile dans les gouvernorats du Sud, rompant les liens avec le gouvernement Hadi. Pour l'heure, des manifestations en soutien au mouvement sécessionniste ont été observées dans certaines villes du Sud. Le 5 octobre, des individus non identifiés auraient pris possession de plusieurs bâtiments de la sécurité militaire d'Aden, tandis que des renforts loyalistes seraient arrivés depuis le Marib et le Chaboua. Si la Coalition a appelé à l'apaisement, des affrontements armés pourraient resurgir, comme cela avait été le cas en janvier 2018 à la suite d'un ultimatum lancé au gouvernement par le CTS, qui demandait la démission du Premier ministre, Ahmed Ben Dagher.

Manifestations dans le Sud et l'Est. Depuis début septembre, notamment à Aden et à Ta'izz, des manifestations sont organisées contre la chute du cours du riyal yéménite et la hausse du coût de la vie. À ces revendications s'ajoutent des protestations dans l'Est qui se sont poursuivies cette semaine contre la présence des forces de la Coalition (dans le Mahra et l'Hadramaout, notamment à Mukalla).

AQPA et Daech affaiblis par les opérations antiterroristes. Les deux groupes semblent affaiblis par les opérations terrestres menées par les forces de sécurité (ceintures de sécurité et forces d'élite) entraînées et équipées par les EAU. Les États-Unis ont par ailleurs annoncé, le 18 septembre, la trente-sixième frappe américaine contre AQPA et Daech au Yémen depuis le début de l'année. Le total des frappes américaines, inférieur à celui de l'année précédente, s'explique en partie par l'affaiblissement des groupes présents. Daech a toutefois revendiqué cette semaine une attaque contre les Houthis ainsi qu'une contre AQPA dans le Bayda.

4. Perspectives

Pas de reprise immédiate d'al-Hudaydah. Malgré les annonces de la Coalition, la prise de vive force de cette ville paraît toujours hors de portée. En l'absence de moyens supplémentaires, les forces loyalistes ne se risqueront pas à pénétrer dans la ville. En parallèle, les Houthis poursuivront leurs actions de harcèlement sur la ligne de front al-Hudaydah – Hais, notamment à proximité des bases logistiques avancées de la Coalition. À court terme, la faible intensité des combats sur la côte ouest laisse présager un *statu quo*, probablement dans l'attente de renforts de la Coalition.

Possibles représailles houthies. En cas de prise de la ville, les Houthis pourraient intensifier leurs attaques balistiques contre le territoire saoudien et leurs attaques contre les bâtiments liés à la Coalition dans le détroit de Bab al-Mandeb (BAM). Pour l'heure, la menace houthie dans le BAM demeure stable et les rebelles n'ont pas proféré de nouveaux avertissements.

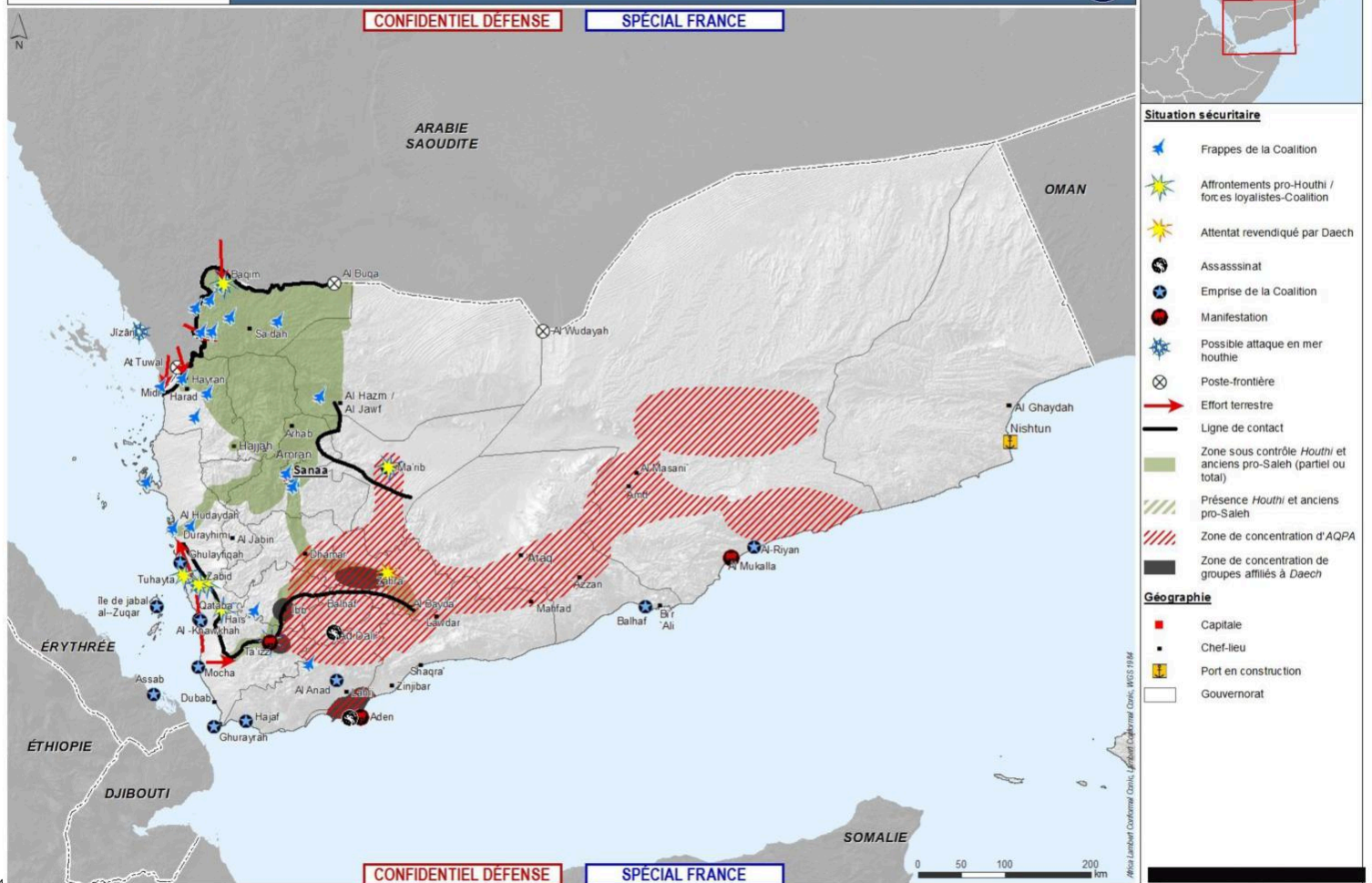
Poursuite des discussions de paix informelles. L'envoyé spécial de l'ONU, Martin Griffiths, poursuit ses actions de négociations, malgré les agendas opposés des belligérants. Il a notamment rencontré le 4 octobre, à Abou Dhabi, Aidarus al-Zubaydi, leader du CTS. Cette rencontre pourrait signifier l'inclusion du mouvement sudiste dans le cadre de prochaines négociations officielles, dont il avait été jusqu'à présent exclus¹. Le même jour, Martin Griffiths a rencontré Anwar Gargash, ministre d'État aux Affaires étrangères émirien.

Risque de violences dans le Sud. Les tensions à Aden et dans les gouvernorats du Sud fragilisent davantage l'unité de la Coalition, sans compter la remise en cause de la légitimité du gouvernement Hadi par les manifestations populaires. De plus en plus confrontée aux mobilisations indépendantistes et à l'incertitude entourant le soutien émirien à la cause sudiste, la Coalition sera prochainement contrainte de réagir. En effet, l'Arabie saoudite, à la tête de cette Coalition, rejettera tout projet sécessionniste ou fédéraliste, craignant la pérennisation d'un État houthi à ses frontières.

¹ Martin Griffiths aurait volontairement écarté le CTS des dernières consultations de paix, du fait de son rôle trouble dans les récents assassinats de clercs, forces de sécurité et partisans d'al Islah à Aden.

CONFIDENTIEL DÉFENSE

SPÉCIAL FRANCE





CONFIDENTIEL DEFENSE

SPECIAL FRANCE

DESTINATAIRE :

Ministère des Armées

Etat-major des armées - Chef d'état-major des armées

COPIES :

Présidence de la République

Chef de l'état-major particulier

Conseiller diplomatique

Coordonnateur national du renseignement et de la lutte contre le terrorisme

Services du Premier ministre

Cabinet militaire

Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Cabinet

Centre de crise et de soutien

Centre d'analyse, de prévision et de stratégie

Sous-direction de la sécurité diplomatique et de la défense

Direction générale des affaires politiques et de sécurité

Ministère des Armées

Cabinet - Bureau réservé

Direction générale des relations internationales et de la stratégie

Direction générale de la sécurité extérieure

Direction du renseignement et de la sécurité de la défense

Direction générale de l'armement

Etat-major des armées - Conseiller diplomatique

Etat-major des armées - Sous-chef d'état-major « opérations »

Etat-major des armées - Officier général « relations internationales militaires »

Etat-major des armées - Centre de planification et de conduite des opérations

Mission de défense Arabie saoudite

Mission de défense Libye

Mission de défense Djibouti

Renfort AD Libye

Mission de défense Egypte

Mission de défense Oman

Mission de défense Emirats Arabes Unis

Mission de défense Pakistan

Mission de défense Etats-Unis

Mission de défense Qatar

Mission de défense Irak

Mission de défense Soudan

Mission de défense Israël

Mission de défense Tunisie

Mission de défense Jordanie

Mission de défense Turquie

Mission de défense Koweït

Mission de défense Yémen

Mission de défense Liban

Missions militaires auprès de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord

Mission militaire de la représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne

CONFIDENTIEL DEFENSE

SPECIAL FRANCE



CONFIDENTIEL DEFENSE

SPECIAL FRANCE

Inséré FRA auprès d'OHQ ATALANTA - Northwood
Entités de la fonction interarmées du renseignement
Commandements opérationnels et de forces



CONFIDENTIEL DEFENSE

SPECIAL FRANCE